

L'EUROPE ET LE DÉSASTRE HONGROIS DE 1526

I. — *Les rapports pacifiques de la Hongrie et de la Sublime Porte depuis 1483.*

On peut remarquer que dans l'histoire de la Hongrie les influences et les immixtions étrangères les plus désastreuses succèdent généralement aux crises intérieures les plus graves. Pendant la période de formation de l'oligarchie hongroise, ce sont les Mongols qui arrivent (1241) ; vers 1700 le repeuplement du pays détruit a lieu selon une conception dictée par l'intérêt de Vienne, tout opposé à celui de la race hongroise ; l'œuvre de la libération des serfs, après 1848, est utilisée pour l'affaiblissement de la nation hongroise ; enfin, depuis la guerre mondiale, la réforme agraire est appliquée sur plus des deux tiers de l'ancien territoire hongrois en grande partie dans le but de dénationaliser certains territoires purement magyars (Csallóköz, Batchka du Nord, certaines parties de la Transylvanie).

L'ère de la catastrophe de Mohács, dont la Hongrie a célébré en 1926 le quatrième centenaire, doit précisément être rangée au nombre de ces périodes funestes. Les dissensions intestines duraient depuis plusieurs dizaines d'années, la révolte des paysans avait abouti à un terrible carnage, la petite et la haute noblesse se dressaient l'une contre l'autre à la veille de la catastrophe, aussi devons-nous avouer que ce n'est point celle-ci qui nous étonne, mais bien plutôt le fait qu'elle soit survenue si tard.

Le lamentable processus de dissolution qui commença après la mort du roi Mathias Corvin (Hunyadi) fit de la Hongrie une proie toute préparée pour chacun de ses voisins et, chose curieuse, les Turcs ne furent retenus quelque temps que grâce à la mauvaise politique étrangère de

Mathias Corvin. Celui-ci, en effet, avait observé une politique défensive vis-à-vis de l'éternel ennemi. Prétextant sa faiblesse, et plus tard occupé par ses guerres de conquête, dirigées vers l'occident, il avait, en 1483, conclu une trêve avec le Sultan. Pour excuser sa politique, et pour la mieux assurer, il étendit l'effet de cette trêve aux autres souverains de la chrétienté. De même que son successeur Wladislas (Ulászló) II, il la renouvela plusieurs fois.

Cette politique, si indigne d'un chef d'armée aussi génial que l'était le fils du grand Jean de Hunyade, était précisément celle qui convenait au roi Wladislas, son successeur. On a coutume de regarder d'un œil différent les trêves conclues par Wladislas et celles qui le furent par Mathias, car on considère le premier comme un prince débile. Il est vrai qu'il ne fut qu'une ombre de roi, mais, par rapport aux Turcs, sa position était plus favorable : son amitié avec ses voisins de l'ouest, sa parenté avec le roi de Pologne, son règne paisible en Bohême garantissaient la sécurité de ses Etats, tandis que Mathias vécut en guerres continuelles avec l'Empereur et qu'en dehors de la Hongrie son règne était assez précaire.

La solidité de sa position défensive apparut clairement vers 1500, à l'occasion de la guerre turco-vénitienne. La diplomatie de Venise avait mis en mouvement, dans l'intérêt de la République, quelques États européens : ainsi les conditions que Mathias avait cherchées pour mener une guerre contre la Turquie, c'est-à-dire l'appui pécuniaire et militaire des autres puissances chrétiennes, étaient réalisées, de sorte que Wladislas put intervenir avec succès dans la guerre vénitienne et contraindre Bajazid à une paix avantageuse.

La paix turco-hongroise fut d'ailleurs une paix assez instable. Des incursions, des pillages eurent lieu d'un côté comme de l'autre, mais aucune des parties ne s'engagea contre l'autre dans une grande guerre. Dans les pourparlers, qui se renouvelèrent fréquemment, Wladislas ne se montra pas à son désavantage, le détail suivant atteste même quel cas on faisait de lui : à l'offre d'armistice que lui transmettait une ambassade du sultan, Wladislas répondit qu'il aimerait de son côté que la trêve s'étendit aussi à la Pologne et à Venise, — sur quoi un courrier partit pour Constantinople et Selim fit rédiger un traité conforme aux vœux de Wladislas.

On voit donc que dans les affaires turques Wladislas et Sigismond subordonnaient leur conduite à des pourparlers mutuels. Le caractère des deux souverains est marqué par une forte inclination en faveur de la paix, à laquelle d'ailleurs la Pologne était pour ainsi dire contrainte en raison de sa situation politique.

Pour Wladislas II, la situation n'était déjà plus si précaire, mais son caractère, à lui aussi, l'inclinait à la paix. A sa mort, son fils Louis (Lajos) II, qui lui succède, est encore enfant. Il est entouré par les familiers de son père. Si ces derniers écoutent l'oncle du nouveau roi, le roi Sigismond de Pologne, le parti de la paix sera encore plus fort, car il est tout naturel que Sigismond cherche à utiliser les forces de la Hongrie contre les ennemis qui menacent son propre royaume, — mais la première condition d'une telle politique est la paix avec les Turcs.

C'est ce qu'annoncèrent effectivement les premiers mois du règne de Louis II. Du vivant de Wladislas était arrivée en Hongrie une ambassade turque, offrant une trêve de trois années, et conformément à leur ancien usage Wladislas avait invité Sigismond à y participer. Mais Wladislas était mort avant l'arrivée de la réponse, et l'entourage de l'enfant songeait à faire la guerre ! Le pape, de même que Sigismond, cherchait à en dissuader Louis II.

C'est sur ces entrefaites que le grand projet de croisade du pape fut soumis aux deux puissances les plus directement intéressées¹.

1. Pour les ouvrages historiques utilisés dans cette étude, nous renvoyons le lecteur aux livres énumérés par Fueter, *Geschichte des europäischen Staatensystems (1492-1559)* et par Lavisse, *Histoire de France V. 2.* (Lemonnier). Nous relèverons spécialement les ouvrages suivants, qui traitent de sujets très rapprochés : Ursu, *La politique orientale de François I^{er}* ; Vilmos Fraknoi, *Magyarország a mohácsi vész idején* (La Hongrie au moment du désastre de Mohács), ouvrage paru également en langue allemande. Fraknoi a écrit aussi le tome V de *A magyar nemzet története* (Histoire de la nation hongroise, 1896) où il s'attache également avec beaucoup de soin à faire connaître les antécédents diplomatiques. C'est lui qui a édité le tome I des *Monumenta Vaticana Hungariae* (M. V. II.) se rapportant à ceux-ci, et qui contiennent les précieux rapports du baron BENOÏ, ambassadeur du pape, lesquels ont paru partiellement dans le tome II des : *Vel. Mon. Historica Hungariam Sacram illustrantia* de Theiner. Les *Acta Tomiciana* (Tomie.), contenant la correspondance de la cour du roi de Pologne, parent du roi de Hongrie, constituent des matériaux de haute valeur, de même que les *Diarii* de MARINO SANUTO qui suit avec une attention vigilante tout ce qui se passe dans le monde connu de son temps, et les *Négociations de la France dans le Levant*, de Charrière, lesquelles exposent avec clarté les projets de croisade et plus tard les complications qui furent les causes immédiates de la campagne turque de 1526. Dans l'ouvrage d'Antoine Gévay, *Urkunden und Aktenstücke*, on trouvera les récits d'Ibrahim, — la *Deutsche Reichstags-Akten*,

II. — *Le projet de croisade de Léon X (1517).*

A la nouvelle des succès du sultan SELIM en Perse et en Egypte, et pour clore dignement le concile de Latran, le pape LÉON X exhorta les puissances chrétiennes à entreprendre une croisade générale contre les Turcs. Cette décision était suffisamment motivée par sa qualité de chef de l'Eglise, en vertu de laquelle il était appelé à prendre les mesures nécessaires pour parer au danger, mais comme prince temporel la chose l'intéressait aussi de fort près : ses possessions elles-mêmes étaient menacées par les pirates infidèles et son indépendance temporelle eût été assurée de la façon la plus complète si les grandes puissances qui luttaient pour la possession de l'Italie s'étaient retournées contre le Turc.

Pour donner plus de poids à ses exhortations, il dépêcha ses meilleurs cardinaux aux divers souverains, en priant ceux-ci d'envoyer à Rome des députés munis de pleins pouvoirs pour discuter la question des dépenses et des effectifs. Une circonstance atteste le sérieux de sa résolution ; il interdit aux Suisses, ses anciens alliés, de continuer leurs préparatifs contre François I^{er}. Après plusieurs messages¹ et échanges de lettres, il envoie aux souverains chrétiens un long memorandum² daté du 14 novembre 1517 exposant que la lutte contre les Turcs est une nécessité, ceux-ci ne renonçant pas à leurs attaques. Il constate avec beaucoup de justesse que seule une guerre offensive peut être efficace : on effraye ainsi l'ennemi et on le prive de ses ressources en envahissant son territoire. Les dissensions entre les puissances chrétiennes constituant un obstacle à une action commune, la paix sera proclamée dans la chrétienté pour la durée de l'entreprise et pour les six mois qui suivront, afin que chaque nation chrétienne puisse prendre part au combat.

La première arme, dans les préparatifs, étant la prière,

jüngere Reihe (R. T. A.) et la grande édition des œuvres de LUTHER (Weimar) éclairent ce qui se rapporte à l'Allemagne et au protestantisme. L'auteur de ces lignes a compulsé aux archives nationales de Vienne, sections *Hungarica* et *Turcica*, les dossiers qui se rapportent à cette époque, et utilisé entre autres divers écrits de la section *Belgica*. En ce qui concerne les débats des diètes de l'Empire, l'ouvrage de Árpád Károlyi, *A német birodalom hadivállalata Magyarországon 1542-ben* (La campagne de l'empire allemand en Hongrie en 1542) reste toujours un ouvrage fondamental.

1. Charrière, I. (10-28 nov. 1516).

2. Charrière, I. 31-41.

des prédicateurs parcourront à cet effet tous les pays chrétiens.

Le Pape évalue les frais de l'expédition à huit millions d'écus d'or. Chaque roi fixerait lui-même la somme pour laquelle il contribuerait, les églises donneraient annuellement le dixième de leurs revenus, mais les plus riches le vingtième ou le trentième de leurs biens immobiliers (*bonorum stabilium*). Les cloîtres, les cathédrales ne garderaient de leurs revenus que de quoi subvenir à leurs besoins, les plus pauvres donnant un dixième, les plus riches trois ou quatre dixièmes, deux tiers ou trois quarts de leurs revenus. Leur devoir n'est-il pas de donner tout à Dieu ?

Quant aux laïcs, les seigneurs doivent donner un dixième, les simples particuliers un vingtième de leurs revenus, et les gens de condition plus modeste autant qu'il semblera équitable. Le pape accordera des indulgences, ce qui ne manquera pas de rapporter beaucoup d'argent car « les gens croient encore. » et ils donneront aussi, dès qu'ils verront que la lutte est sérieuse. Les évêques, les chapitres et les bourgeois enverront des délégués, en une proportion déterminée, pour gérer les fonds et tenir les comptes, *car si la guerre n'a pas lieu il faudra rendre l'argent*. Sur ces huit millions, le tiers au moins doit être tenu prêt pour le commencement de l'entreprise, le reste pourra être recueilli plus tard. Après avoir exposé la partie financière du projet, le mémorandum trace les grandes lignes d'un vaste plan de mobilisation. Le gros de l'armée se composera d'infanterie : lansquenets suisses et allemands, soldats espagnols et bohémiens. Il faut beaucoup d'arquebusiers, car les troupes turques en regorgent.

A ces 60.000 gens de pied s'ajouteront 4.000 chevaux, choisis parmi les meilleurs, de la cavalerie lourde de France et d'Italie, et 12.000 de la cavalerie légère, car cette arme est la seule où l'armée turque a l'avantage : ces derniers pourront être recrutés sur le sol espagnol, italien, dalmate et grec. Il faudra aussi de l'artillerie, ainsi qu'une flotte.

Les Etats de la chrétienté peuvent mettre en ligne 100 galères à trois rangs de rames : le roi de France, Gênes et le roi d'Espagne en fourniraient chacun 20, Venise 40, le pape avec les cardinaux 10. Les rois de France et d'Angleterre ont construit récemment beaucoup de « caraccas » ou galéasses, mais il y en a aussi dans les flottes espagnole et portugaise. Ces galères devront être montées par des soldats

espagnols, surtout de Biscaye, par des soldats portugais et français (bretons et normands), ainsi que par des Anglais et des Italiens, et devront être armées de nombreux canons.

L'attaque aura lieu par terre aussi bien que par mer. Les chefs des forces maritimes seront les rois d'Angleterre et de Portugal, mais plutôt celui de Portugal.

Du point de vue de l'attaque, trois routes entrent en considération :

1. Par l'Allemagne et la Hongrie, — cette route permettrait de parvenir promptement jusqu'à Constantinople, mais elle a l'inconvénient d'être longue.

2. Par la Dalmatie et l'Illyrie, mais cette route est difficile pour les cavaliers.

3. Par Ancône et Brindisi, d'où l'on peut se rendre en Egypte et en Grèce.

Les lieux de rassemblement seraient Ancône et Brindisi, et pour la flotte la Sicile. Le débarquement pourrait avoir lieu à Durazzo — qui est bien aux mains des Turcs, mais pourrait être pris aisément — ou bien encore à Cattaro, qui est aux Vénitiens.

Le ravitaillement ne présente pas de difficultés, puisque la flotte chrétienne est la maîtresse des mers ; le tout devrait être confié à des marchands auxquels on donnerait les pouvoirs et le titre de commissaires (*commissarius*).

Il faut aussi négocier avec les Persans.

Pour le partage des territoires à conquérir, il faut dès à présent désigner des arbitres, par exemple le pape et le Sacré-Collège, ou bien encore ceux que choisiraient ces derniers.

Si les Hongrois et les Polonais attaquent, il faut que la Norvège, la Dacie et la Saxe (« *Dacia et Saxoniam* », — peut-être faut-il entendre par là le Danemark et la Suède) leur envoient des renforts. Il se trouvera beaucoup de combattants, car les hommes sont attirés par l'amour de la gloire, des aventures, du pillage, par le déploiement de la force.

III. — *Le projet de croisade et l'attitude des puissances dirigeantes.*

A en juger par l'étendue et çà et là par le style des réponses qui lui furent faites, le projet de croisade du pape Léon X eut un grand retentissement¹.

1. Charrière, J. 49-63, 62-64, 73.

L'empereur MAXIMILIEN, le grand faiseur de projets, répondit à l'écrit du pontife par un écrit encore plus long. Le premier point de son projet, dont le caractère fantastique aurait fait honneur à Garibaldi, est que pour cette année-là il est trop tard pour entreprendre l'expédition, l'Empire, en particulier, ne pouvant se préparer rapidement.

Le second point contient déjà en germe nombre d'excellents *conseils* qui seront prodigués plus tard et qui tendent tous à se débarrasser sur d'autres du fardeau de la guerre... Maximilien y expose combien, pour détourner l'offensive turque à laquelle on pourrait s'attendre avant le commencement de la grande expédition, il serait opportun de chercher des alliés : il faut éveiller l'enthousiasme des rois des Scythes et des Tartares au moyen de présents et de subsides, avant qu'ils ne concluent un accord avec le sultan, car celui-ci, qui a perdu la fleur de ses guerriers dans ses guerres avec les Persans, ne manquera pas de chercher des renforts chez ses voisins.

Vient ensuite la question du « *nervus belli* », la question financière. Que 49 feux payent l'entretien d'un soldat, ce qui représentera par feu une charge d'environ un florin de Rhénanie. Que les Églises, à l'exception des frères mendiants, payent durant trois années un dixième, les Ordres religieux un vingtième de leurs revenus, — que les veuves elles-mêmes payent, et si elles n'ont pas de revenus qu'elles donnent une somme équivalente au vingtième de la valeur estimative du revenu de leurs biens mobiliers et de leur fortune en argent. Les hommes qui servent pour des gages ou salaires payeront un demi-florin de Rhénanie en moyenne, mais ceux d'entre eux qui ont des biens mobiliers ou un autre revenu devront payer séparément sur ces derniers. Indépendamment des impôts, de grandes sommes pourront être réunies — écrit Maximilien — au moyen des indulgences et grâces ecclésiastiques...

Ce projet fiscal résout en même temps la question de l'armée : sur cinquante hommes adultes un sera soldat ; à lui seul, l'Empire allemand aurait donné ainsi 100.000 hommes, c'est-à-dire une armée quatre fois plus nombreuse que celle qui fut battue à Mohács ! Le projet prévoit d'ailleurs qu'en dehors de ce nombre il se présentera un certain nombre de gens prêts à prendre part à la guerre à leurs propres frais : de pareils combattants devront être exemptés de la contribution de guerre. D'une manière générale, une

partie des combattants seront pourvus du nécessaire et les autres toucheront une solde, car il n'y aura jamais autant de marchands que n'en exigerait l'approvisionnement d'une telle armée. Pour les vivres, on ne cessera d'en acheter, jusqu'en pays lointains ou même d'outre-mer, contre règlement de comptes ultérieur. Des machines de guerre et des canons seront prêtés par les rois, par les princes et par les villes ; les charrois et l'achat des munitions auront lieu aux frais de l'armée.

Comme on peut s'y attendre après ces immenses préparatifs, le plan de la campagne présente aussi des proportions gigantesques.

Une paix ou trêve de six années sera conclue entre les puissances chrétiennes. L'année 1518 sera celle de la proclamation, le roi de France François I^{er} et le roi d'Angleterre Henri VIII seront chargés de réduire toute résistance au projet, à cet effet ils resteront dans leurs Etats.

Le dixième et le vingtième des recettes seront affectés à l'armée d'Afrique. *Alger sera pris en 1518* (l'armée du roi Charles d'Espagne, petit-fils de Maximilien, devait subir une défaite devant cette ville en 1517), le chef de l'expédition sera le vicil empereur lui-même, il sera accompagné par l'armée espagnole, le roi Charles d'Espagne et le roi de Portugal.

C'est cette même année 1518 que se mettront en route pour une attaque combinée les Polonais, les Hongrois, les Bavares, les Moraves et les Autrichiens, avec les gens de pied qu'il faudra engager en Bohême, les lansquenets étant emmenés en Afrique par l'empereur, — on prendra aussi en solde les Scythes et les Tartares, et l'attaque aura lieu par la Moldavie et Kilia.

En 1519 l'armée d'Afrique se mettra en route avec 100.000 mercenaires et sera ralliée par l'escadre anglaise ; les troupes danoises et les chevaliers teutoniques rejoindront, ainsi que les archers ruthènes, et *l'on passera le Nil*. — Pendant cette même année, le roi de France attaquera la Bosnie, par la Croatie et les provinces dalmates, — les Valaques se joindront aussi à l'armée du roi de Pologne et l'on marchera ainsi sur Andrinople.

L'année 1520 apportera le triomphe final : Constantinople et l'Asie Mineure tomberont aux mains des armées chrétiennes, — *on peut promettre aux Persans, pour prix de leur assistance, la moitié de l'Anatolie, la Karamanie et l'Arménie*.

Cela fait, la « République chrétienne » pourrait, par de pieuses exhortations, convertir les princes africains, — et les pays conquis seraient partagés sans fraude entre les puissances chrétiennes par les juges choisis par elles et au-dessus desquels serait placé, à titre de juge suprême, le pape avec les cardinaux.

Avant que la guerre ne commence, dès maintenant si possible, que ceux qui participeront à l'expédition africaine envoient des ambassadeurs à Maximilien, — et que ceux qui accompagneront le roi de France et le roi de Pologne en envoient à ces souverains. Mais que tous envoient au pape d'autres ambassadeurs qui resteront auprès de lui pendant trois ans.

Le grand projet de Maximilien diffère sur beaucoup de points de celui du pontife ; l'une des divergences capitales est que Maximilien *n'écrit pas un mot au sujet de la contribution volontaire des rois*, alors que c'est là le premier point dans le projet financier du pape. Dans le plan des opérations, il retient l'idée d'une attaque par la Dalmatie, mais en remet l'exécution à la seconde année, bien qu'il y ait là un moyen d'assurer, outre celle des domaines de Venise, de la république détestée, la sûreté de ses propres provinces autrichiennes, — il omet la route la plus simple, la plus naturelle, et que la victoire de Jean de HUNYADE a rendue fameuse depuis 60 ans : les bords du Danube ; mais il omet aussi la route d'Ancône, qui contribuerait à la sûreté des possessions du pape, — contre le chef du monde mahométan, le sultan de Constantinople, il envoie le roi de Pologne, avec les alliés plus que douteux que constituent les Tartares, — et quant à lui, avec les forces de l'Empire, il veut prêter son concours à son petit-fils, le roi d'Espagne.

La réponse du roi d'Espagne est brève et sensée : à son avis, il n'est plus possible d'entreprendre quelque chose en cette année 1517, il suffira de se défendre. Pour lui, il enverra à Naples et en Sicile une armée d'environ 20.000 hommes, mais il demande l'aide financière des puissances. Il propose deux lignes d'attaque aux autres souverains : le roi de France et le pape prendraient la route d'Ancône, pendant que les Allemands, les Autrichiens, les Bohémiens et les Polonais viendraient au secours de la Hongrie.

Le roi de France promet, à la fin de l'année 1518, une armée de 40.000 gens de pied et de 3.000 chevaux.

Le 6 mars 1518, le pape proclama une trêve de 5 années entre les puissances chrétiennes, dans l'intérêt de la croisade.

A tous ces beaux projets, un mélancolique prologue est fourni par un rescrit de LÉON X, datant déjà de l'année 1516 : il rappelle que le pape ALEXANDRE VI avait fait remise à LOUIS XII, en vue de la croisade, du dixième des revenus ecclésiastiques, mais que Louis n'avait pas tenté de reprendre Mitylène, — si par conséquent l'argent a été consacré à d'autres buts, le pape le pardonne, à la prière de François et donne la somme à ceux qui l'ont déjà dépensée¹.

Ce triste prologue est aussi ce qui caractérise le mieux les préparatifs de la croisade. Les puissances chrétiennes étaient occupées de leurs propres affaires ; il ne fut même pas possible de réaliser la trêve proclamée par Léon X. Dans la plupart des pays, les dirigeants voyaient que le pape lui-même serait incapable de consacrer toutes ses forces au but qu'il s'était proposé.

IV. — *Les dispositions belliqueuses du Gouvernement hongrois.*

Une grande expédition contre les Turcs ne comptait pas au nombre des impossibilités. Il est vrai que c'était chose sans exemple depuis la bataille de Nicopolis (1396), à moins que nous ne voyions une entreprise de ce genre dans la bataille de Varna (1444) ; mais les grandes entreprises guerrières, d'ailleurs sans résultats, qui suivirent le désastre de Mohács, en 1529. 1532. 1542 et 1566, prouvent que pour une lutte contre les Turcs on pouvait rassembler des masses même appartenant à des partis fort différents, et si en 1500 des galères de France, d'Espagne, du Saint-Siège et de Rhodes vinrent assister Venise contre les Turcs, les puissances chrétiennes auraient pu encore, vingt ans plus tard, tenter en commun un effort de ce genre.

Mais il restait aussi assez de motifs d'hésitation. Tout souverain quelque peu ambitieux — Podiebrad, Mathias Corvin, les rois de France — avait parlé de croisade au cours des cent dernières années. C'était une excellente vache à lait que la seule mention d'une pareille entreprise : le

1. Charrière, I. 15.

peuple payait, et l'argent permettait aux souverains de se procurer une armée pour la conquête de provinces chrétiennes. Mais à force d'abuser de ce moyen on avait rendu les peuples plus réservés ; ainsi que François I^{er} l'écrivait au pape en 1516¹ : il faudrait recueillir les contributions voulues plusieurs années durant, car la ferveur des peuples est si minime qu'il est pour ainsi dire impossible d'en tirer quelque revenu ; comme ils « ont été bastus par tels moiens » et qu'ils n'ont vu aucun résultat, ils croient maintenant que le tout n'est imaginé qu'afin de leur soutirer de l'argent. De leur côté, les Vénitiens ne voyaient dans le projet de croisade qu'un prétexte du pape pour se procurer des ressources, et le roi Sigismond de Pologne ne croyait pas non plus au sérieux de l'entreprise. Il affirma à plusieurs occasions que si cette croisade générale avait jamais lieu, il serait le premier à attaquer, mais qu'il accueillait le projet avec méfiance. La trêve proclamée par le pape l'aurait forcé de renoncer à Smolensk, tombé aux mains du grand-duc de Moscovie, mais il lui aurait fallu renoncer aussi aux prétentions qu'il opposait à celles des chevaliers teutoniques, et tout cela pour une guerre nouvelle, périlleuse, dont le succès était douteux et dans laquelle le sultan pouvait compter en toute certitude sur les antiques ennemis des Polonais : les Tartares. C'est pourquoi SIGISMOND déclare, dans l'écrit même par lequel il s'empresse de faire part du projet de croisade à ses conseillers, qu'il accepte la trêve offerte par le sultan, auquel, l'ambassadeur turc n'ayant pas les pouvoirs nécessaires pour prendre acte de son serment, il envoie lui-même un ambassadeur. Sigismond conseilla d'ailleurs à Louis II la même politique.

Les *dirigeants hongrois* étaient partisans de l'offensive. La Hongrie n'était-elle pas le pays où, il y avait à peine trois ans, on s'était figuré que les paysans rassemblés à la voix de leurs prêtres pourraient soutenir une lutte sérieuse contre l'empire du sultan, avec sa puissante ceinture de forteresses et sa magnifique armée ! N'avait-on pas prêté foi aux racontars selon lesquels le sultan ne répandait la nouvelle de ses victoires que pour mieux voiler ses échecs, alors qu'en réalité les Persans avaient écrasé la fleur des armées ottomanes ! On prit au sérieux l'avertissement du pape et la promesse des souverains chrétiens touchant la

1. Charrière, I, 43.

grande croisade : SZALKAI, l'évêque d'Éger, espérait qu'à la Diète de Nuremberg il ne serait question que d'établir l'effectif de l'armée de secours ¹.

On ne voulait conclure ni paix ni trêve avec les Turcs sans avoir consulté le pape, et loin de se hâter de signer le traité on engagea Sigismond lui-même à différer la chose, d'abord jusqu'à l'arrivée de la réponse du pontife puis jusqu'à la réunion de la Diète hongroise.

Les dirigeants hongrois faisaient valoir quelques arguments qui au premier abord ne laissaient pas de paraître assez fondés : avec les Turcs, on avait la guerre même en temps de trêve, mais en cas de trêve il ne fallait attendre de secours ni du pape ni des autres souverains de la chrétienté, et la Diète hongroise elle-même refuserait de voter des impôts.

Mais de tous les prétextes, le plus sérieux était les dispositions belliqueuses de la nation hongroise, dont une des causes résidait dans l'opposition de religion. Si les nations européennes les plus lointaines pouvaient s'enthousiasmer pour la guerre avec les Turcs et consentaient volontiers à des sacrifices dans ce but, — en Hongrie, pendant longtemps, se manifesta puissamment un instinct élémentaire qui voyait dans la puissance turque le principal péril pour l'existence de la nation hongroise et dans la lutte contre les Turcs le salut de la Hongrie. L'opinion ne se laissa pas détourner, même au temps du roi Mathias Corvin, par les guerres avec les Allemands, tout haïs qu'ils étaient eux-mêmes : les Diètes offraient des subsides pour la guerre avec les Turcs, de plus, même le roi Mathias ne réussit jamais à triompher définitivement de l'aversion que ses plus chauds partisans eux-mêmes nourrissaient à l'égard de la guerre occidentale. Le parti qui exigeait la guerre avec les Turcs était l'héritier des grandes traditions hongroises, le mal était seulement qu'on avait laissé déchoir complètement l'armée permanente, le grand héritage légué par Mathias et gaspillé le trésor qu'il avait su amasser.

Lorsque, vers la fin de l'année 1517, parvint en Hongrie l'encyclique du pape touchant la trêve entre puissances chrétiennes, le roi Louis II put y répondre en fils soumis : c'est avec joie que nous concluons une trêve de cinq

1. *Tomic*, VI, 336.

années, si nous avons des ennemis parmi les Etats chrétiens, c'est avec joie que nous nous joindrions à la croisade générale. *Une ambassade turque est arrivée chez nous, avec des propositions favorables : nous la renverrons sous peu et repousserons su demande* (votis frustratum propediem est remisura¹).

Cependant cette réponse ne signifiait pas encore la guerre avec les Turcs, bien que Louis II retint un nouvel ambassadeur de Selim, lorsque l'espoir de la croisade fut déjà devenu plus faible. Après la mort de l'empereur Maximilien, Sigismond s'exprime à ce sujet avec le plus grand scepticisme, et non sans raison, car le futur Charles-Quint a, du vivant même de son père, entamé avec le sultan des pourparlers en vue de la paix, et son ambassadeur a déclaré à Rome, lors de son retour, que le roi d'Espagne est un bon chrétien et que s'il conclut la paix avec les Turcs c'est seulement pour sauver Naples.

L'ambassadeur espagnol arriva à Andrinople le 2 février 1519, alors que l'ambassadeur de Louis se trouvait aussi en cette ville. Il est certain qu'en concluant la paix avec les Turcs, au commencement de l'année 1519, et en jurant d'observer une trêve de trois années, Louis agissait comme le commandait la situation européenne. Entre temps, le voïvode de Valachie l'avait prié aussi de conclure la paix, et cependant Louis avait honte ; tenant secret son acte, il le cacha à l'ambassadeur vénitien, alors à Bude, car il espérait que le sultan ne jurerait pas d'observer la trêve². — Telles étaient les pensées qu'il nourrissait une semaine après l'arrivée à Bude de l'ambassadeur du roi Charles d'Espagne qui avait dû l'informer de la paix conclue avec les Turcs par le candidat à l'Empire. Le sort accorda alors à la Hongrie un sursis de quelques années : Selim voulait poursuivre ses vastes conquêtes orientales, — et bien qu'il fût persuadé que le roi de Hongrie ne conclurait pas la paix avec lui s'il était soutenu par les puissances de la chrétienté, il prêta serment d'observer la trêve en présence de Barnabas Bélay, ambassadeur du roi de Hongrie³. La trêve s'étendait à Rhodes et aux autres puissances chrétiennes.

C'est le 12 août que Louis communiqua à l'ambassadeur de Venise la nouvelle de la trêve : « Il espérait du secours de

1. *Tomic*, IV, 354.

2. *Sanuto*, XXVII, 32, 65, 80, 113, 141, 170, 183, 195, 215.

3. *Sanuto*, XXVII, 305, 357, 413, 474.

l'empereur et du pape, mais l'empereur était mort et le pape ne donnait que des promesses, aussi venait-il de conclure une trêve de trois ans, — pendant ce temps il poursuivait ses préparatifs contre les Turcs, et peut-être que les puissances chrétiennes se montreraient plus disposées à lui venir en aide. D'ailleurs la trêve signifiait seulement qu'on ne se ferait pas ouvertement la guerre : sur les frontières on ne cessait de guerroyer¹. »

En 1520 le roi Charles d'Espagne poursuivit son entreprise africaine, le sultan Selim mourut au mois de septembre de la même année, et sa mort éveilla en Hongrie de grande espoirs. Selim était mort de la peste — annonçait Louis II à l'ambassadeur de Venise — au lieu même où son armée s'était heurtée à celle de son père Bayazid, — un renégat allait se révolter contre le nouveau sultan, il n'y avait rien à craindre ni pour la Seigneurie ni pour la Hongrie ni pour la chrétienté. Le renégat de Slavonic, Gazali pacha, se révolta effectivement en Syrie et Louis II songea dès lors à reconquérir ses provinces perdues².

La Seigneurie voulait empêcher Louis d'envoyer un ambassadeur à Venise en vue de la guerre avec les Turcs, mais les Hongrois s'en faisaient un point d'honneur. C'est sur ces entrefaites qu'arriva à Bude l'ambassadeur de Soliman, chargé d'annoncer l'avènement au trône de celui-ci et de renouveler la paix. A la vérité, la trêve n'était pas expirée, mais suivant le droit ottoman le sultan ne pouvait conclure la « paix » que pour la durée de son propre règne, de sorte que le traité de 1519 n'obligeait pas Soliman.

C'est ce qu'on n'ignorait pas à Venise, et dès l'avènement du nouveau sultan le *baile* et la Seigneurie se hâtèrent de le féliciter et d'envoyer à Constantinople une ambassade afin de renouveler la paix.

C'est ce qu'on n'ignorait pas non plus en Hongrie, mais on n'y montra point un tel empressement et l'on reprocha à la République, en présence de son ambassadeur, d'avoir envoyé au sultan une ambassade sans consulter les Hongrois : le roi de Hongrie, on le voit, n'a pas donné sa réponse à l'envoyé du Sultan sans consulter auparavant Venise ! Laurent ORIO, l'ambassadeur de Venise, tenta de donner des explications : « C'était toujours l'usage à Venise

1. *Sanuto*, XXVII, 650.

2. *Sanuto*, XXIX, 341, 452.

de féliciter le nouveau sultan », — mais les Hongrois, n'en prirent pas moins la chose en mauvaise part ¹.

Il semble que, dans son ensemble, le message envoyé aux Hongrois par Soliman fût une proposition de paix. Suivant une des données dont nous disposons, le sultan aurait demandé le libre passage à travers la Croatie, mais il s'agissait peut-être simplement d'un vœu exprimé par le bey de Bosnie, et dont la pointe était dirigée contre les FRANGEPÁN, qui l'auraient exposé dans le rapport des Ordres d'Allemagne; il n'en est question que dans les écrits de Conrad PEUTINGER ² et pourtant les ambassadeurs envoyés par Louis II pour demander des secours à la Diète de Worms n'auraient pas manqué de tirer d'un pareil vœu tout le parti possible.

Quoi qu'il en soit, les ambassadeurs de la Hongrie se mirent en route pour Venise où l'on eut tôt fait de les expédier : le Doge leur répondit, le 18 janvier 1521, que Venise avait déjà conclu la paix avec le sultan mais que, si le pape et l'empereur entreprenaient une guerre contre les Turcs, la République enverrait des renforts ³.

Le 11 mai, Louis II déclara à l'ambassadeur de Venise, Laurent ORIO, qu'il avait reçu de l'empereur une excellente réponse et que maintenant il attendait celle du pape.

Effectivement une nouvelle favorable était arrivée dans l'affaire des mariages : il est vrai que ce n'était pas l'empereur lui-même qui épousait Anne, mais son frère Ferdinand (le mariage eut lieu le 26 mai); et l'on promettait à Louis, alors âgé de 15 ans, que sa fiancée Marie lui serait envoyée en octobre. Louis ne recevait pas d'argent, mais en revanche on renonçait aux 200.000 florins de la dot de la princesse Anne; cependant il fallait convoquer la Diète afin de se procurer la somme nécessaire pour payer les frais de la noce et de délibérer sur la réponse à envoyer au sultan sur la question de la paix ou de la guerre.

Sur ce dernier point, en effet, la Diète hongroise aurait pu délibérer, car en ce qui concernait l'assistance contre les Turcs la réponse envoyée par l'empereur n'était pas aussi « excellente », — mais Soliman n'attendit point que les Ordres hongrois se fussent réunis : le jour du mariage de Ferdinand, le Sultan était déjà en route vers la Hongrie.

1. *Sanuto*, XXIX, 515.

2. *R. T. A.*, II, 856.

3. *Sanuto*, XXIX, 555.

V. — *Le roi de Pologne et la Hongrie.*

Le roi SIGISMOND et ses conseillers observaient avec inquiétude l'absurde politique étrangère du gouvernement hongrois. Les rapports de ses ambassadeurs renseignaient Sigismond sur l'état de la Hongrie, sans défense contre les Turcs, mais il en était instruit aussi par des seigneurs hongrois : dès l'année 1517 BORNEMISZA avait tracé de ce pays un sombre tableau dans un billet adressé à Sigismond ; l'affaire de la trêve avec les Turcs était cachée sous des nuages, mais personne ne prenait soin des forteresses avancées ; et sans les canons, la poudre, les vivres donnés par le pape, il ne savait comment se seraient maintenues ces places, qui maintenant étaient affamées et constamment en péril¹. BRODARICS, chancelier du roi Louis, et son envoyé à Rome, devait être au courant de ces circonstances lorsque, de la cour du souverain pontife, où l'on ne cessait d'exciter à la guerre contre les Turcs, il écrivait à Sigismond : le pape et les cardinaux sont courroucés, à cause du projet de paix avec les Turcs, mais pour lui (Brodarics), rien ne saurait le laisser plus froid, car on lui a promis monts et merveilles (*maria et montes*), mais les mois se passent en pourparlers sans résultats².

C'est ce que Sigismond avait prévu, — c'est en vain qu'on l'exhortait à rompre la trêve qu'il avait conclue avec les Turcs, il avait toujours une réponse toute prête : « Les Moscovites et les Tartares nous donnent constamment de la besogne ; aussitôt que les princes de la chrétienté auront fait la paix entre eux et qu'ils auront recueilli quelque argent nous nous joindrons à eux, — quand aura lieu l'attaque contre les Turcs, la Pologne ne manquera pas d'être au premier rang, etc. » — En attendant il ne se contentait pas de prolonger les traités, mais s'efforçait aussi de gagner Louis II à l'idée d'une trêve. Il déclarait, à la mort de l'empereur Maximilien : qui sait quand il y aura de nouveau un empereur, de quoi il sera capable et à quoi il songera ? Il n'est pas probable que la grande expédition commence de si tôt ; que Louis se méfie des promesses et veille plutôt lui-même à détourner la rage des Turcs, qu'il signe une trêve

1. *Tomie*, IV, 114.

2. *Tomie*, VI, 286.

et l'annonce au pape¹. Il voyait avec tristesse que Louis, entraîné par sa grande jeunesse et par de mauvais conseillers, tenait peu de compte de sa sollicitude et prêtait l'oreille aux étrangers et aux ennemis plus volontiers qu'il n'aurait fallu². Ce n'était donc pas seulement en ce qui concernait son propre royaume que Sigismond restait partisan d'une politique pacifique. D'ailleurs il ne se contentait pas d'exhorter Louis à ne pas ajourner la conclusion de la trêve jusqu'au moment où les Turcs se mettraient en marche, quand il serait vain et indigne de lui de demander la paix. Sigismond défendait son point de vue en face de la cour pontificale elle-même par un acte inconsidéré : Sa Sainteté, l'empereur et les autres princes chrétiens gâteraient définitivement la cause chrétienne, — ils ne se souciaient pas des Polonais, — restés seuls en présence des Turcs. Ceux-ci leur avaient proposé une trêve, mais les Polonais attaqueraient si les princes chrétiens étaient disposés à leur venir en aide³.

Sigismond revient souvent dans ses lettres sur cette offensive contre les Turcs (pour le cas où les princes de la chrétienté accorderaient effectivement leur appui). Jusque dans sa situation critique, il a honte de reconnaître qu'il a fait la paix avec les Turcs, et s'en excuse par la contrainte où il se trouvait. Il y avait même une époque où il semblait hésiter : en 1523 il conclut une trêve de cinq ans avec le grand-duc de Moscovie afin de pouvoir employer toutes ses forces à venir au secours de Louis II⁴, mais au bout de quelque temps, dans une lettre adressée à ce dernier, il n'en est que plus catégorique, déclarant qu'il ne s'étonne pas des conditions dures et pour ainsi dire inacceptables de l'assistance allemande : la cause de Rhodes n'était-elle pas considérée par les princes chrétiens comme une affaire plus considérable ? Et pourtant, au cours du long siège soutenu par Rhodes, ils ne lui ont même pas porté secours. Que Louis ne compte pas non plus sur leur assistance, et qu'il conclue la paix au plus vite. — Quand le roi Sigismond aurait été disposé à entreprendre une guerre contre les Turcs, la lettre des princes allemands était bien faite pour abattre son enthousiasme : ils protestaient contre la confiscation des

1. *Tomic*, V, 16.

2. *Tomic*, VI, 80 ; VI, 250.

3. *Tomic*, VI, 265 ; VII, 45.

4. *Tomic*, VI, 234.

biens des chevaliers de l'Ordre teutonique et le menaçaient de l'intervention des Ordres, qui défendraient le grand-maître en sa qualité de membre de l'empire¹.

Ainsi donc, au lieu de secours, c'était à une attaque que Sigismond devait s'attendre du côté de l'Empire allemand !

Pour essayer de mettre fin à l'isolement où se trouvait Louis II, Sigismond fit comme les autres princes de l'Europe avaient coutume de faire : prétextant les guerres où il se trouvait lui-même engagé, il pressa les autres souverains de venir en aide au roi de Hongrie. Il adressa des reproches à l'empereur et au pape : suivant les instructions données par lui à Dantiscus, celui-ci devait exposer à Charles-Quint que Louis II avait refusé la trêve turque à cause de l'expédition projetée par Léon X et par Maximilien, c'était donc à cause d'eux que maintenant il avait besoin de prompts secours. Lui-même, dans une de ses réponses à l'ambassadeur de Rome, déclare que, si la Pologne et la Hongrie ne jouissent pas d'une trêve, la faute en est aux instances du pape : que celui-ci fasse maintenant la paix entre les princes chrétiens. A la lettre d'exhortation des cardinaux il répond avec humeur : « Nous avons tant de mal avec les Turcs et les Tartares que c'est plutôt de secours que nous avons besoin et non pas d'aiguillon². »

Et si, en de belles lettres éloquemment conçues, le pape ou l'empereur le pressaient, en vue de la guerre avec les Turcs, de conclure la paix avec les Moscovites et avec les chevaliers de l'Ordre teutonique, Sigismond, lui aussi, avait un chancelier versé dans l'art de l'éloquence et qui savait leur répondre avec la même onction : c'était un terrible coup pour la République chrétienne que la prise de Belgrade et de Rhodes ; les princes chrétiens devaient songer à la cause de la chrétienté. « Nous prions de tout notre pouvoir Votre Majesté — écrit-il à Charles-Quint en 1522 — de régler aussi promptement que possible ses propres guerres ainsi que les querelles intestines de la chrétienté, de songer à la défense de notre prospérité commune, et de nous venir en aide dans la situation difficile où nous nous trouvons, afin de conquérir une gloire impérissable³. »

Toujours dans l'intérêt de la paix entre les souverains chrétiens, il assure l'ambassadeur français Rincon qu'il ne

1. *Tomic*, VI, 256.

2. *Tomic*, VI, 46 ; VII, 45 ; VI, 134.

3. *Tomic*, VI, 160.

croit pas que la querelle de François I^{er} avec l'empereur soit le fait du roi de France ; il lui promet, si le projet de la croisade se réalise, de faire son possible pour que le chef ne soit pas un jeune homme (entendez par là Charles-Quint), mais bien quelqu'un que son âge et son expérience désignent pour cette dignité (c'est-à-dire François I^{er})¹.

Il soutient aussi dans l'Empire allemand et auprès des sujets de Louis II la cause des secours contre les Turcs ; en 1521, il envoie lui-même — un peu tard, à la vérité — quelques faibles troupes, mais jusqu'au bout il reste fidèle à sa politique pacifique. En 1524 ses ambassadeurs exposent à Louis la nécessité où ils sont de pourvoir eux-mêmes à leur sûreté, puisque tous les princes de l'Europe les ont abandonnés. Sur quoi Louis répond qu'il a confiance dans Sa Sainteté, dans l'empereur et dans le roi de Pologne, qu'avec l'aide de Dieu il se maintiendra et que Dieu n'abandonne jamais ceux qui sont animés de si bonnes intentions².

Voyant Louis inflexible, Sigismond, qui en 1525 envoie un ambassadeur au sultan, le fait passer par la Hongrie, afin de tenter une nouvelle démarche pour persuader à Louis II et à ses conseillers de se rallier à la trêve, mais en vertu de ses instructions l'ambassadeur devra, si la chose n'est pas possible autrement, conclure la paix sans les Hongrois. A cette date les vues de la cour de Rome au sujet de la paix avec les Turcs s'étaient déjà modifiées ; une lettre de Burgio, datée de 1524, caractérise clairement les sentiments des Italiens et révèle en même temps que, si l'on souhaitait sincèrement en Italie de voir les Turcs chassés de l'Europe, on se représentait la réalisation de ce vœu comme une tâche de l'avenir et que l'on remettait après les autres. « Je ne sais ce que je dois redouter, — écrit-il à Sadoletto — le triomphe de Charles ou celui de François ? Que Sa Sainteté s'allie à Venise, à Ferrare, à Mantoue, qu'Elle les retienne ainsi que Florence, Lucques, etc., qu'Elle ramasse de l'argent et s'affermisse en même temps que son Italie, et qu'Elle laisse les barbares se casser la tête entre eux. La victoire ne peut être que sanglante, le vainqueur sera tellement affaibli et la force de l'Italie sera si entière qu'il sera forcé d'obéir au Saint-Siège comme l'enfant à sa mère. L'Italie sera assez forte, envers et contre tous ; seul avec l'Italie, le pape se

1. *Tomis*, VI, 167.

2. *M. V. II.*, I, 57.



défendra beaucoup mieux qu'avec l'aide d'un autre peuple étranger¹. »

Après la bataille de Pavie il était impossible de s'abandonner à de pareilles chimères, il fallait songer à défendre le pape contre Charles-Quint qui menaçait de conquérir le monde. A ce moment, Clément VII sentit lui-même l'impossibilité de la grande croisade ; désabusé, il déclare à l'ambassadeur de Pologne : que Sigismond reste fidèle à son renom de bon chrétien, mais qu'il agisse pour le mieux de son peuple, sans préjudice pour le Christ². D'autre part il déclare devant le Hongrois BRODARICS qu'il ne fait pas un reproche à Sigismond d'avoir conclu la paix avec les Turcs et qu'il ne s'étonnerait même pas de voir Louis II lui-même suivre l'exemple de Sigismond³. Son ambassadeur en Hongrie, lui aussi, aurait pris son parti d'une paix qui aurait permis aux Hongrois de porter secours, éventuellement, à d'autres puissances chrétiennes attaquées par les Turcs : il voyait bien en effet que l'alliance « perpétuelle » conclue après Pavie entre les Français et les Anglais était grosse de dangers⁴. De cette alliance sortit la ligue de Cognac, qui en 1526 tiendra en échec la puissance des Habsbourgs, — et c'est à l'époque où se formait cette alliance que Louis II expliquait à l'ambassadeur de Sigismond qu'*avant peu la paix serait établie entre les princes chrétiens, entre Charles-Quint et le roi de France en particulier*, et qu'alors il serait assez fort non seulement pour se défendre mais aussi pour attaquer⁵.

En présence d'une pareille manière de voir et d'une pareille obstination du gouvernement hongrois, peut-on s'étonner si un jour, à Constantinople, lorsque l'ambassadeur polonais eut abordé devant Ibrahim la question hongroise, le Grand-Vizir, lui coupa la parole : « Occupez-vous de vos propres affaires et laissez les affaires de Hongrie. Comme votre roi est son parent, il peut se faire que le sultan écoute les propositions, mais moi je ne le crois pas⁶. »

(Bibliothèque de l'Académie Hongroise).

Pál TÖRÖK

(Suite et fin au prochain numéro).

1. *M. V. H.*, I, 96.

2. *Tomic*, VII, 286.

3. *Tomic*, VII, 304.

4. *M. V. H.*, I, 176.

5. *Tomic*, VII, 306.

6. *M. V. H.*, I, 303.